

Madame, Monsieur

Je comprends votre colère et je la soutiens. Je n'ai pas cessé depuis mon élection de dénoncer la mauvaise politique du Président de la République, de m'y opposer à l'Assemblée nationale et sur le terrain.

Cette mauvaise politique : le choix d'être du côté des plus riches dès les premières mesures fiscales prises après son élection et avec cela, des choix sociaux qui pénalisent la France qui a du mal à boucler les fins de mois, et que vous connaissez : hausse de la CSG qui frappe les retraités modestes, gel des pensions et des retraites, hausse de tarif du gaz qui n'est pas amortie, coût des nouveaux contrôles techniques et décision d'alourdir encore la taxe carbone.

Ce sont des choix politiques qui font mal à la cohésion sociale dans notre pays et qui ont provoqué la colère que porte le mouvement des gilets jaunes.

Cette colère s'exprime dans la rue dans le cadre républicain qui assure la liberté de penser et de manifester. Cette colère se traduira, je n'en doute pas, par des résultats : le gouvernement devra discuter et entendre ce que lui dit cette France dont il n'a pas vu grandir la peine et la souffrance, elle aura je le souhaite une traduction dans les urnes pour dire, nous voulons autre chose, une autre politique.

Pour autant, faire partir le Président en activant l'article 68 relève de la fake news. Cet article de la Constitution ne s'applique pas à la situation du moment.

Vous pouvez compter sur moi pour continuer à défendre notre territoire, à combattre sans relâche et sans baisser la tête les choix injustes du Président, du gouvernement et de sa majorité, à les dénoncer, à dénoncer enfin le mépris dans leurs relations avec les Français qu'ajoutent Emmanuel Macron et certains de ses ministres à leurs mauvais choix politiques.

Cordialement

Sébastien Jumel  
Député de Seine Maritime